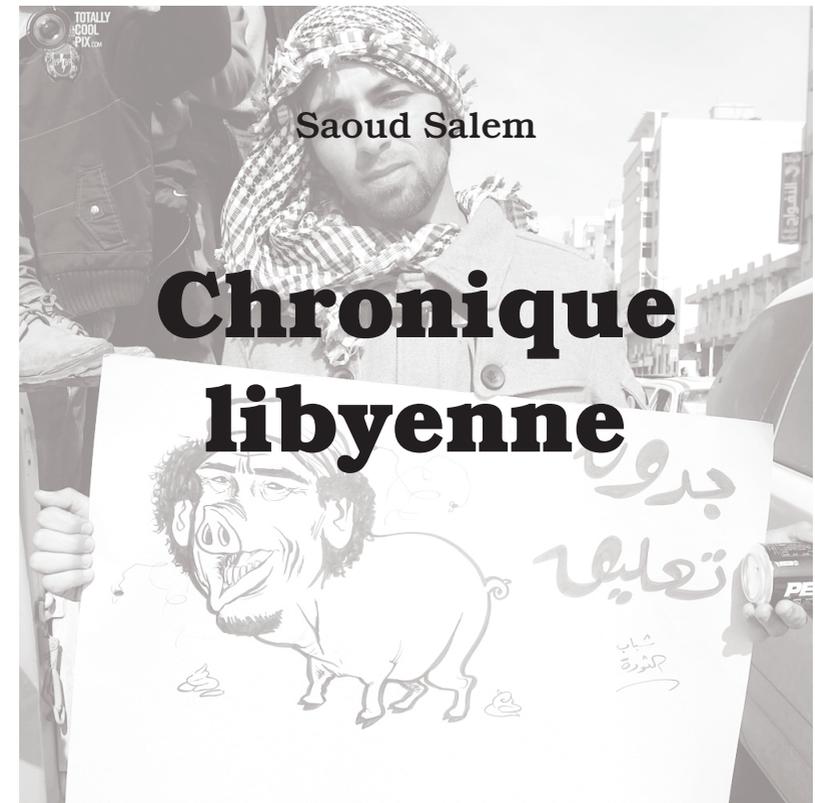


celle qui, pour gagner sa vie, a besoin de traverser des continents sans rien dans les poches et souvent endetté-e, pour mourir parfois dans le désert ou se noyer en mer et qui une fois arrivé-e risque de se faire expulser aussitôt, c'est bien pour lui-elle un problème.

Quand on se soucie de la démocratie dans les pays autoritaires, on s'occupe des droits de l'homme, jamais du droit des travailleurs, immigrés ou non d'ailleurs. On s'inquiète du sort des journalistes muselés, des intellectuels emprisonnés, des artistes manquant d'espace pour étaler leur ego sur la place publique, des bourgeois empêchés de consommer à leur guise, ... Et si l'Otan bombarde la Libye, c'est en partie pour ces raisons-là, en tout cas ce n'est pas pour défendre les droits élémentaires des travailleurs immigrés qui subissent depuis 40 ans ce qu'aucun Libyen n'a subi. Le Conseil National de Transition (CNT) n'a jamais évoqué cette question dans ses différentes déclarations, ni dans la feuille de route qu'il a établie. Mais entre temps il négocie avec le gouvernement italien la reconduite et le renforcement des accords signés par Kadhafi avec l'Italie concernant l'expulsion des immigrés, arrivant de Libye en Italie, vers la Libye avec ouverture d'un camp de rétention à Benghazi.

Après quatre mois de guerre, c'est au minimum un million de personnes qui ont fui l'enfer vers la Tunisie ou l'Égypte ; c'est un million de drames humains, tous laissant derrière eux leur travail, leurs salaires, et le peu de bien qu'ils avaient amassé au fil des années d'esclavage. Mais cela ne rentre pas en ligne de compte des réflexions des gérants de cette guerre, ce ne sont que les dégâts collatéraux de cette arme de destruction massive qu'est la « démocratie ».

Saoud, 26 juin 2011 (CA 212)



Cette brochure contient les articles concernant la révolte libyenne paru dans la revue communiste libertaire *Courant Alternatif* depuis janvier 2011. Ils ont été rédigés par notre camarade Saoud

**Courant Alternatif /Organisation communiste libertaire**

Un site : <http://oclibertaire.free.fr/>  
Abonnement au mensuel (30 euros 12 numéros) :  
OCL c/o Egregore, B.P. 1213, 51058 Reims cedex

OCL c/Canal Sud, 40, rue Alfred Dumeril  
31400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

**O**rganisation **C**ommuniste **L**ibertaire

**courant**  
alternatif

# Une insurrection en cours

***Entre révolution et insurrection, il y a le peuple, entité muette et soumise, la majorité silencieuse des démocraties, et il arrive que les gens qui forment cette « masse populaire » revendiquent des droits élémentaires : respect, dignité, liberté, justice et pour cela bousculent les idoles de béton armé d'un régime révolutionnaire de façade. C'est ce qui se passe en Libye, pays différent de ses voisins proches (Tunisie, Egypte), société étouffée d'une main de fer par un despote flamboyant et manipulateur, depuis 42 ans.***

La tempête sociale déclenchée le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid en Tunisie par le geste d'un travailleur anonyme –Mohammed Bouazizi- ne s'est pas arrêtée à la frontière tunisienne. Cette révolte sociale a ébranlé l'ensemble de la région qui subit depuis la fin de la colonisation une situation de misère, de pauvreté, d'absence de liberté fondamentale, d'humiliations, de répressions sanglantes, de massacres avec la plupart du temps la complicité des régimes capitalistes occidentaux, régimes dits démocratiques.

Après la fuite de Ben Ali, le 15 janvier 2011, la panique s'empare des régimes arabes en général et des pays du Maghreb en particulier. « Ce que les Tunisiens ont fait le 15 janvier, les Egyptiens le feront le 25 janvier », c'est ce petit message qui a déclenché les événements d'Egypte. Depuis d'autres appels à des journées de colère font leur apparition : le 14 février au Bahreïn, le 17 en Libye, le 19 en Algérie, le 20 au Maroc, le 4 mars en Syrie.... Ainsi que de nombreuses manifestations dans les rues en Algérie, au Yémen, en Jordanie, etc.

Ces contestations sociales convergent vers une revendication simple : changer de régime politique, faire partir les représentants de ces régimes et les juger ; ce qui a été fait en partie en Tunisie et en Egypte. L'Algérie, la Libye et le Maroc étant les prochains sur la liste.

## LA LIBYE, UNE SITUATION PARTICULIÈRE

On voit des jeunes qui s'organisent, au Maroc, via internet, et décident d'une date pour manifester pacifiquement, pour la liberté et la démocratie, sans toutefois remettre en cause le système monarchique, tout comme en Tunisie et en Egypte où le système républicain et parlementaire n'est pas remis en cause. Les systèmes tunisien et égyptien sont « démocratiques » avec les guillemets qu'on veut, ce sont des régimes représentatifs avec un Parlement et un système électoral basé sur le modèle européen, même si la constitution est adaptée au président et façonnée à sa mesure.

Le système libyen, lui, pourrait être qualifié d'« autogestion » autoritaire avec encore plus de guillemets, bien sûr. Les congrès populaires de base, les comités

seul mois d'avril, 800 ne sont jamais parvenus à destination. Des bateaux arrivent tous les jours à Lampedusa, venant de Libye.

## APRÈS LES RÉVOLTES ARABES

Depuis la révolution tunisienne, Lampedusa a reçu entre 20 et 25 000 travailleurs tunisiens, la plupart veulent travailler en Europe, en France. Il faut rappeler que Lampedusa est une petite île sicilienne de 20 km<sup>2</sup>, avec 6000 habitants. Début mai, la situation a changé et les travailleurs qui arrivent ne sont plus les mêmes, ils sont d'origines diverses. Des centaines commencent à arriver des côtes libyennes, il y a parmi eux des Africains et des Asiatiques du Sud qui travaillaient en Libye avant le 15 février. 10 000 à la mi-mai, selon les autorités italiennes qui affirment que le régime de Kadhafi ferme les yeux sur le départ de ces bateaux et va même jusqu'à aider cet exode vers l'Italie, une manière de « punir » l'Europe pour son intervention militaire et le bombardement de Tripoli. Pour se débarrasser du problème, Berlusconi a octroyé des visas de 6 mois à ces réfugiés, leur permettant de circuler en Europe. La France considère ce geste contraire à la convention de Schengen de 1985 et menace de rétablir les frontières intérieures au sein de l'Union européenne. Au terme d'un sommet franco-italien à Rome, mardi 26 avril, la France et l'Italie se mettent d'accord pour travailler sur la modification des accords de Schengen afin de rétablir le contrôle aux frontières dans des cas exceptionnels.

Il ne faut pas, non plus, oublier les 70 000 réfugiés libyens, chiffre qui augmente régulièrement car la situation de guerre s'aggrave de jour en jour. Depuis le 21 avril, les rebelles de Naffussa, à l'Ouest de Tripoli, occupent le poste frontière Bawwaba de Dhiba et des milliers de personnes fuient vers la Tunisie par ce passage. Un comité de liaison s'est constitué avec le représentant du CNT à Tunis pour organiser le ravitaillement et la résistance ainsi que des aides aux familles, notamment à Tatawine.

## L'IMMIGRATION, UN PROBLÈME POUR QUI ?

Le capitalisme a besoin de ces travailleurs qui n'ont rien que leur force de travail et cette volonté de survivre coûte que coûte ; parfois c'est un village entier qui se cotise pour envoyer l'un d'entre eux travailler n'importe où en Europe. Le capitalisme a besoin de ces travailleurs vulnérables, sans droit, sans moyen pour s'organiser et aussi de la plus value qu'ils génèrent. Mais les politiciens ont besoin aussi de la carte joker de l'immigration pour ajuster l'opinion publique et les sondages ; cela vient de se produire en Italie avec Berlusconi, sans parler bien sûr du gouvernement français. Le cynisme dans cette affaire c'est que les gouvernements européens considèrent l'immigration comme un problème pour l'Europe mais jamais comme un problème pour les immigrés eux-mêmes. Celui ou

## LE SORT DES IMMIGRÉS

La Libye a signé un traité avec l'Italie en 2008 pour arrêter l'immigration : 5 milliards de dollars octroyés sur 20 ans et le résultat est impressionnant si on en croit les statistiques : entre 2009 et 2010, les débarquements de travailleurs immigrés sur les côtes italiennes ont diminué de 90% !

Bien entendu, l'Europe ne s'inquiète pas de la manière dont Kadhafi a pu faire cela, ni des camps où les immigrés sont entassés comme du bétail, ni des expulsions massives, non ... l'Europe, notamment la France et l'Italie, redoute et s'inquiète de cette arrivée importante d'immigrés suite aux révoltes des Libyens contre le régime. Avant le 15 février 2011, on estimait à 2,5 millions le nombre de travailleurs étrangers, dont plus d'un million d'Égyptiens et près de 50 000 Tunisiens, 30 000 Chinois, 25 000 Turcs, 20 000 Indiens, plus les Africains, les Thaïlandais, Sri-Lankais, etc. La plupart d'entre eux a réussi à rejoindre la frontière tunisienne ou égyptienne dès les premiers jours du soulèvement mais il reste quelques dizaines de milliers de personnes coincées dans des zones, comme à Tripoli et Misrata, où ils n'ont aucun moyen de sortie, où ils sont pris au piège.

D'un bateau parti de Tripoli le 25 mars avec 72 réfugiés à son bord pour rejoindre Lampedusa, après un trajet qui a duré 16 jours sans eau ni nourriture, seuls onze de ses occupants ont survécu. Il était composé d'immigrés venus d'Afrique : 47 Éthiopiens, 7 Nigériens, 7 Érythréens, 6 Ghanéens, 5 Soudanais, dont 20 femmes et deux enfants. Lampedusa est à 290 km au nord-ouest de Tripoli ; après 18 heures de voyage le bateau commence à avoir une fuite de fuel. Le capitaine du bateau appelle sur son portable satellitaire Mr Zeraï à Rome (pasteur érythréen) qui informe des difficultés du bateau les garde-côtes italiens. Le bateau est alors à 100 km de Tripoli. Les autorités italiennes assurent Mr Zeraï que l'alerte a été donnée. Un hélicoptère de l'armée fait son apparition, le pilote vêtu d'un uniforme militaire fait descendre de l'eau et des biscuits et garantissent aux réfugiés que les secours vont arriver. Mais les heures passent et il n'y a pas de bateau de secours en vue, il ne reste plus que 20 litres de fuel, le capitaine décide alors de continuer vers Lampedusa pensant qu'il n'en est pas loin.

Le 17 mars le bateau est perdu, il n'y a plus de fuel, ni de nourriture, ni d'eau ; entre le 29 et le 30 mars, le bateau à la dérive passe près d'un porte-avion de l'OTAN, deux avions décollent de ce porte-avion ; les migrants sont debout sur le bateau, faisant des signes désespérés pour attirer l'attention ; les dix jours suivants, pratiquement tout le monde est mort et le bateau échoue le 10 avril sur les côtes libyennes à Zlitan, près de Misrata, avec à son bord seulement 11 survivants ; l'un d'eux décèdera dès l'arrivée, un autre quelques jours plus tard dans une prison libyenne.

On estime à 30 000 le nombre de travailleurs immigrés ayant tenté d'arriver jusqu'en Europe début juin ; des centaines de morts en cours de route ; pour le

populaires, le congrès général du peuple incarnent dans l'idée une démocratie directe mise en pratique, mais là les guillemets seront conséquents car la personne de Kadhafi en tant que guide de la révolution est le chef suprême du congrès, il y exerce un droit absolu. De même pour les comités révolutionnaires, sorte de structure parallèle contrôlée par Kadhafi, qui exercent un droit de regard et un pouvoir d'influence sur les orientations et les décisions des comités populaires. Tout cela sans parler de l'armée, des services de sûreté nationale, etc. Du terme autogestion, il ne reste qu'une apparence, une coquille vide. En plus, ce système n'a pas été obtenu par des luttes populaires ou par des soulèvements autonomes. Cette supposée autogestion est le résultat de la volonté du pouvoir absolu d'une seule personne, c'est son système et sa vision du monde et de la société.

Cependant le problème est de taille, car aujourd'hui l'alternative à ce système ne peut être autre chose que le retour au système parlementaire, à une démocratie représentative et au capitalisme. Pour l'opposition organisée et expatriée, toute allusion à une organisation collective ou populaire, à une prise en charge par les gens eux-mêmes de leur sort, ne peut être interprétée que comme pro régime. Kadhafi, n'a pas seulement ruiné la Libye, mais l'idée même de démocratie directe.

Les mots d'ordre de cette opposition sont donc : liberté, constitution, élections et avec, en préalable, le départ et le jugement de la famille Kadhafi et de son entourage. Si les révoltes tunisiennes et égyptiennes ne remettent pas en cause le système parlementaire en place, en Libye cette révolution fera éclater le fondement même du système pouvant entraîner un changement radical de société, sauf si les Libyens après s'être débarrassés de toutes les forces répressives, choisissent de maintenir les structures de démocratie directe, mais là c'est une autre histoire....

## LA SITUATION LIBYENNE

La structure de la société libyenne d'un point de vue politique, économique et social est radicalement différente des sociétés égyptienne et tunisienne. Socialement, la Libye est un immense pays avec une très faible densité de population : 6,5 millions d'habitants pour une superficie de 1 762 000 km<sup>2</sup> comportant trois zones géographiques distinctes : la Tripolitaine où se situe la capitale Tripoli, la Cyrénaïque avec Benghazi (deuxième ville du pays) puis le Fezzan au sud avec Sebha, la plus grande ville du désert. Le régime politique actuel a renforcé depuis quarante ans les structures tribales de la société en faisant des alliances avec certaines contre d'autres pour créer des rivalités dangereuses. Ainsi des voix s'élèvent depuis quelques années pour demander l'autonomie de la Cyrénaïque, argumentant que le pouvoir est concentré à Tripoli où sont centralisés les institutions, le centre de décision et de développement.

Avant 1969 et l'arrivée de Kadhafi, il y avait deux capitales : Tripoli, la capitale économique et Beïda en Cyrénaïque, la capitale politique. On trouve à l'Ouest, la communauté berbère avec des revendications culturelles et sociales, elle s'est organisée en congrès libyen amazigh faisant partie du congrès mondial amazigh ; sur place, ce mouvement commence déjà à rompre le mur de la peur et à être très actif culturellement malgré la répression. Économiquement, la Libye est un pays très riche grâce à son pétrole, source principale de revenus, pratiquement 2 millions de barils par jour en exportation et 50 milliards de dollars de revenus par an ; de nouvelles concessions ont été signées récemment et de nouveaux sites s'ouvrent chaque année mais l'argent du pétrole ne crée pas forcément une économie stable. Le secteur essentiel de l'activité économique, ce sont les services publics : éducation, santé, bâtiments, distribution, justice, presse, etc.

#### **LE RÉGIME LIBYEN**

Le 1er septembre 1969, le colonel Kadhafi à la tête d'un groupe d'officiers - les officiers libres- a pris le pouvoir, renversant la monarchie Sénoussie, mise en place par les Anglais en 1951, et devient chef du conseil du commandement de la Révolution, président de la République Arabe Libyenne. C'est un coup d'Etat inspiré par Nasser et ses 12 officiers libres, avec la formation de

l'Union socialiste, une structure politique qui n'a duré que peu de temps. En effet, l'idée d'un parti unique au pouvoir ne correspondait pas à la psychologie de Kadhafi, surtout après l'échec et la mort de Nasser. Ce système connaîtra plusieurs changements. En 1973 il déclenche la « révolution populaire », incitant la population à s'emparer de l'administration et à gérer elle-même les affaires courantes. Entre 1975 et 1979, il publie le livre Vert en trois parties :

- 1- la solution du problème de la démocratie, c'est le pouvoir du peuple
- 2- la solution du problème économique, c'est le socialisme
- 3- les fondements sociaux de la troisième théorie universelle

En 1977, est proclamé le pouvoir du peuple, l'abolition de l'appareil gouvernemental classique et la création de la Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste. Le mot Jamahiriya vient de Jamahir qui signifie foules, masse populaire et qu'on peut traduire par République. Ainsi Kadhafi devient le guide de la Révolution et met en place une nouvelle structure, les comités révolutionnaires, pour veiller à l'application et la mise en œuvre du pouvoir au peuple.

L'Islam est religion d'Etat, seule loi « naturelle » pour gérer les rapports entre les humains d'où le rejet d'une constitution ou tout autre loi humaine. Cependant Kadhafi propose des modifications, ainsi la suppression de la polygamie car comme elle est décrite dans le Coran, elle est inapplicable. Cette proposition a été

vailleurs immigrés change considérablement le rapport. Sa situation géographique, au centre de l'Afrique du Nord, fait de la Libye un passage central entre l'Afrique et la Méditerranée. Située entre l'Égypte à l'Ouest et la Tunisie à l'Est, avec 2000 kms de côtes, et une frontière au Sud encore plus longue avec l'Algérie, le Niger, le Tchad et le Soudan, la Libye est une porte de 2000 km de large sur la Méditerranée, juste en face de la Grèce, de l'Italie et de Malte. C'est un pays peu peuplé où six millions et demi d'habitants se répartissent un territoire de 1 700 000 km<sup>2</sup> (deux fois et demi la superficie de la France).

#### **L'IMMIGRATION EN LIBYE**

Au début de l'immigration en Libye, ce sont les travailleurs arabes qui arrivent en premier, notamment d'Égypte dans les années 50/60, essentiellement des enseignants, des médecins, des techniciens ; à partir des années 70/80, après le boom pétrolier, se sont ajoutés des travailleurs moins qualifiés venant d'Égypte, de Tunisie et du Maroc mais aussi du Tchad et du Soudan.

Kadhafi a toujours utilisé les travailleurs immigrés comme monnaie d'échange et de chantage dans ses relations diplomatiques avec les pays voisins. Il est coutumier du fait d'expulser par milliers dans des camions des Égyptiens, des Tunisiens, des Palestiniens ou Tchadiens, dès qu'il a un conflit avec ces pays. En 2007 il expulse près de 60 000 travailleurs africains. Les travailleurs africains sont les plus fragiles, les plus exploités car la plupart sont sans papiers, très peu qualifiés ; ne parlant pas l'arabe, ni le berbère, ils subissent le racisme au quotidien, sans parler des salaires de misère et des conditions de vie déplorables leur interdisant toute vie sociale ; ils vivent dans des logements précaires, le plus souvent dans des camps ou sur les chantiers.

En 2000 se sont déroulées des émeutes xénophobes contre des travailleurs africains, une chasse à l'homme menée par des jeunes excités dans les rues de Zaouïa et de Tripoli, et dans d'autres villes de l'Ouest. Des dizaines de travailleurs sont morts, le pouvoir n'a pas bougé le petit doigt, il a laissé faire. Les travailleurs chinois, indiens ou turcs arrivent en Libye le plus souvent munis de contrats signés avec des entreprises de leur pays réciproques, entreprises installées en Libye ce qui fait que, même si leurs conditions de vie ne sont pas meilleures, ils bénéficient au moins de certaines garanties.

Pour beaucoup d'Africains, la Libye n'est qu'un passage, ils viennent y travailler quelques mois ou quelques années pour avoir assez d'argent et payer le passeur pour l'Europe.

Kadhafi a su utiliser cet argument dans les négociations avec l'Europe pour normaliser sa situation et devenir un interlocuteur valable et même un partenaire pour stopper l'immigration clandestine.

## Libye : les victimes invisibles

***Invisibles, indésirables en temps de guerre et pourtant si utiles et nécessaires en temps de paix, les immigrés n'ont aucun droit, ni à la parole, ni à une quelconque revendication ; ils doivent disparaître tout simplement pour soit retourner d'où ils viennent soit se fondre dans le système qui les exploite, pour le servir sans rien exiger en échange si ce n'est le minimum vital, ni plus ni moins, sans aucun égard pour leur situation d'isolement et de vulnérabilité. Leurs histoires singulières sont niées pour ne constituer qu'une statistique fluctuante au service des démagogues politiciennes.***

Les travailleurs immigrés sont la plupart du temps les premières victimes des bouleversements politiques et sociaux à caractère réactionnaire, ce sont toujours eux qui paient les pots cassés. Cela s'est passé ainsi en Irak où des centaines de milliers de travailleurs venant de pays arabes pauvres, notamment d'Égypte, ont été les premières victimes de la guerre contre l'Iran puis de l'invasion américaine. Victimes anonymes, non répertoriées, ni comptabilisées, qui n'intéressent personne, mises à part quelques ONG humanitaires qui leur fournissent des tentes, des couvertures et des bouteilles d'eau avant de les renvoyer « chez eux ».

Les travailleurs immigrés, en Europe, dans les pays arabes riches et aux USA, cristallisent d'une manière éclatante la lutte de classe. Ils sont des millions à travers le monde à être exploités, pressés comme des citrons, avec des salaires de misère, sans aucune structure de lutte possible ; ils subissent la répression policière et la xénophobie au quotidien.

Ils représentent aujourd'hui 3,1% de la population mondiale, ce qui est peu statistiquement parlant, mais ce chiffre est en constante augmentation en raison de l'appauvrissement de millions de personnes dans le tiers-monde. Ils étaient 214 millions en 2010 contre 150 millions en 2000, dont 49% de femmes et 15 millions de réfugiés (ce sont les chiffres officiels de l'organisation mondiale de l'immigration. Antonio Guterres, chef du HCR à l'ONU, avance le chiffre de 43,7 millions de personnes déracinées à travers le monde, et que 80% des réfugiés sont dans les pays en voie de développement). Cette population d'immigration est répartie dans le monde entier mais il est des pays où le pourcentage d'immigrés dépasse parfois le chiffre de la population locale, comme au Qatar (87%), dans les Emirats Arabes Unis (70%) et à Singapour (41%) ou en Arabie Saoudite (28%) ; concernant les grands pays européens les chiffres sont insignifiants. En Libye, si officiellement on annonce 10 à 15%, la réalité de 2,5 millions de tra-

rejetée par les comités populaires, représentants d'une société patriarcale traditionnelle. Kadhafi n'a pas insisté et a abandonné son projet.

L'expérimentation des comités populaires a commencé dès 1973 un peu partout, mais c'est en mars 1977 qu'a eu lieu la déclaration du pouvoir du peuple et la création de la Jamahiriya basée sur deux piliers :

1. le Coran comme seule référence législative
2. le pouvoir populaire direct

Cette déclaration, selon la propagande officielle, a séparé définitivement la révolution du pouvoir, promu la dissolution du commandement de la révolution et la suppression du gouvernement. Le congrès général du peuple a désigné le colonel Kadhafi comme secrétaire général du congrès du peuple. Kadhafi occupera ce poste, qui équivaut à celui de Premier ministre, jusqu'en septembre 1978, date à laquelle il déclare que la politique ne l'intéresse plus, qu'il quitte ce poste pour se consacrer entièrement à la révolution.

La structure du régime non parlementaire fonctionne sur la base de la démocratie directe. Au plus près de la population, il y a les congrès populaires de base auxquels tout le monde peut et doit participer. De ces congrès sont issus les comités populaires chargés de la gestion de tous les secteurs sociaux : santé, éducation, mairie, etc. Ces comités populaires n'ont pas de pouvoir de décision, juste le pouvoir exécutif pour les décisions prises par les congrès populaires de base.

À un niveau central se réunit le congrès général du peuple qui rassemble les délégués des congrès de base et des comités populaires, c'est là que débats et discussions peuvent durer des jours voire des mois, c'est l'équivalent d'un Parlement. Ce congrès général désigne les membres des comités populaires généraux (ministères) pour chaque secteur et leur responsable (ministre) appelé amin (umana au pluriel).

Les Libyens n'ont jamais pu exercer un quelconque pouvoir sur les prises de décision importantes. Depuis le début, ils ont bien compris la mascarade que représente le pouvoir au peuple et cela avant même la déclaration officielle de l'instauration de ce système d'autogestion populaire en 1977.

À titre d'exemple édifiant Kadhafi à cette époque demande aux Libyens de débattre pour choisir un nom pour remplacer l'appellation de République Arabe Libyenne. Pendant plusieurs mois, des réunions à n'en plus finir se tiennent dans le pays et le résultat est que la majorité des congrès populaires et des comités préfèrent garder l'ancien nom avec en seconde proposition République de Libye. Mais au final, lors du congrès général, Kadhafi propose « Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste » et c'est celle-là qui sera adoptée. Et cela se passe ainsi pratiquement pour toutes les décisions à deux ou trois exceptions près comme à propos de l'abolition de la polygamie. Il y a eu aussi son souhait de supprimer le gouvernement avec distribution du budget de l'Etat directement à la population, ces deux propositions ont été rejetées.

## LE SYSTÈME KADHAFI

La société libyenne est au bord de l'explosion depuis 30 ans, comme tous les autres pays arabes, ce qu'on ignorait c'est comment et quand cela allait exploser. La Libye est malade de la corruption, de la pauvreté qui commence à apparaître, d'un service public inexistant ou délabré, les hôpitaux sont dans un état lamentable, les écoles, les universités aussi. Dans le pays, les gens souffrent essentiellement de mauvaises conditions de vie avec des salaires trop bas, un chômage endémique chez les jeunes, diplômés ou non, et d'une réelle misère matérielle, culturelle et intellectuelle due à l'absence de liberté de la presse, de publications ou de créations artistiques ou même de loisirs. L'alcool est interdit depuis 1969, les relations sexuelles sont inexistantes socialement, le mariage est le seul rapport admis socialement et politiquement et de plus, il n'est pas à la portée de tout le monde car cela revient très cher avec notamment une crise du logement sans précédent. Ajoutons à cela le délabrement de toutes les structures sociales, voire leur non-existence ; ainsi à Tripoli il n'y a ni bus, ni métro, ni aucun moyen de transport public et pourtant un proche du pouvoir a réussi à obtenir un contrat de quelques millions de dollars pour construire des abribus à Tripoli, il y a de cela quelques années ! Les abribus sont là et on y attend toujours le bus dont on ne voit jamais la couleur..., il est un peu en retard !

La classe moyenne, constituée d'avocats, médecins, cadres de l'industrie pétrolière, officiers de l'armée, universitaires, s'en sort : elle envoie ses enfants dans des écoles privées américaines ou françaises et se soigne en Suisse ou en Angleterre ; les moins riches, en Jordanie et Tunisie.

Les difficultés sont dues essentiellement à des problèmes de gestion, à l'absence de méthode, de stabilité administrative : un chef d'hôpital peut être révoqué à tout moment sans motif, le directeur de l'université de Benghazi a été renvoyé au mois de janvier par mesures de précaution, suite aux récriminations de quelques étudiants. Les motifs majeurs qui feraient sortir les gens dans la rue sont le problème du logement, celui du chômage qui est de l'ordre de 20%, la question des libertés individuelles et collectives (pouvoir s'organiser, créer des associations ou tout simplement faire des fêtes) et l'absence totale de justice face aux exactions des membres de la police, de l'armée ou des proches du pouvoir qui bénéficient d'une impunité totale.

Le système Kadhafi n'est pas différent des autres régimes arabes, c'est tout simplement : moi et ma famille d'abord ! Même si ces régimes affichent une façade démocratique avec élections du président, on s'arrange pour que le fils continue la gestion des affaires.

La famille Kadhafi est une famille nombreuse : le père, la mère, sept fils et une fille qui ont tissé, dans le pays, une incroyable toile d'araignée économique, policière, militaire et politique.

frontement a eu lieu entre des insurgés et les habitants d'une commune voisine de Zentan, située à 15 kilomètres à l'est, quand des insurgés ont voulu contrôler une route utilisée par les forces de Kadhafi. Zentan est le centre de la résistance au sud-ouest de Tripoli, mais il reste aux alentours plusieurs villes et villages fidèles à Kadhafi. Il y a eu 6 morts et plus de 30 blessés. C'est la première fois que des civils pro-Kadhafi prennent part à des affrontements armés ; et c'est très grave pour les relations futures entre les différentes communes de la région de Naffoussa, car cela peut réveiller d'anciennes querelles sur la propriété de la terre, à propos de rivalités entre Arabes et Berbères, etc.

Le CNT constitue non seulement une armée, ce qui va inévitablement prolonger la confrontation des deux armées libyennes, mais il a aussi créé une banque centrale à Benghazi et une compagnie nationale d'exploitation pétrolière. Avec tous ces éléments, la partition est en cours de réalisation.

Le journal *The Independent* a publié le 26 mai des extraits d'une lettre du Premier ministre Al Baghdadi al-Mahmoudi adressée aux gouvernements européens, à l'occasion de la réunion du G8 en France. Dans cette lettre, le gouvernement de Kadhafi propose encore une fois un cessez-le-feu immédiat et sans condition sous le contrôle de l'ONU et de l'Union africaine. Il propose aussi de négocier avec l'opposition la formation d'un conseil de dialogue afin d'élaborer une nouvelle Constitution et de faire des réformes sur le système de gouvernement en Libye. Il demande l'amnistie générale, ainsi que l'octroi de dédommagements à toutes les familles de victimes de deux camps. Les Etats-Unis et l'Europe pourraient être sensibles à cet appel, et tentés d'étudier cette proposition malgré l'insistance du CNT à exiger le départ de Kadhafi en préalable à toute négociation. Si ce processus aboutit, l'intervention militaire n'aura servi à rien, car avant les bombardements le gouvernement libyen proposait déjà de négocier.

C'est pour toutes ces raisons qu'il faut dénoncer et s'opposer à l'intervention militaire occidentale, mais aussi à l'attitude de ces opposants qui poussent les Libyens à se faire massacrer à la fois par l'armée de Kadhafi et par celle de l'OTAN. Les intérêts des puissants n'ont jamais servi à l'émancipation du peuple ; ce sont des menaces perpétuelles sur les populations, et ce qui se passe en Libye en est la triste illustration. En Libye, on assiste au déclenchement d'une guerre préventive motivée par un danger potentiel ; l'intervention militaire aurait « sauvé des milliers de victimes », mais qui le dit ? Les mêmes qui sont intervenus en Irak, en Yougoslavie, dans les Balkans, en Afghanistan, etc., sur les mêmes suppositions. L'ingérence militaire, pendant de l'ingérence humanitaire, se targue de venir en aide à des populations en détresse, mais les moyens utilisés ne soulèvent aucun doute : il s'agit de détruire, tuer, massacrer pour mieux s'installer ensuite, et reconstruire et soumettre un pays devenu exsangue.

*Saoud, le 26 mai 2011 (CA 211)*

nents cheikhs expliquer que Kadhafi n'est pas un musulman, et qu'on a donc le droit et le devoir de se révolter contre lui.

D'autre part, à Londres, Mohammed al-Sanoussi (héritier du roi Idris), qui travaille depuis des années avec l'opposition, prépare son retour comme roi légitime de la Libye. Invité par des députés européens à Bruxelles le 20 avril 2011, il a affirmé qu'il sera le garant de la nouvelle Libye démocratique. Il a déjà gagné sur deux points symboliques forts : l'adoption de son drapeau et l'hymne national – qui avait été instauré après l'indépendance en 1951, sous la royauté, et supprimé en 1969 par Kadhafi.

La situation est tellement dramatique que la majorité des Libyens, de l'intérieur comme de l'extérieur en exil, estime qu'il faut se débarrasser de Kadhafi coûte que coûte avec l'OTAN, la CIA ou le Mossad, s'il le faut... La répression est tellement féroce qu'on peut bien s'allier même avec le diable pour le déloger, et pour épargner les civils qui ne cessent de mourir tous les jours par dizaines, victimes des tirs d'armes lourdes. La communauté internationale, l'ONU, le conseil de sécurité des Nations unies, mais aussi les intellectuels et les médias ont adopté un peu rapidement ce point de vue. D'autres options, comme la négociation (notamment la médiation proposée par l'Union africaine) n'ont pas été retenues ; c'est la solution militaire qui a primé dès le début, ce qui est en contradiction flagrante avec la Charte de l'ONU. Quelques jours après l'intervention, des conseillers militaires français, anglais et américains ont été envoyés sur place ; l'étape suivante pourrait être l'arrivée de soldats au sol et l'occupation du territoire, une guerre à l'irakienne, en quelque sorte ; ou bien encore l'enlèvement du conflit avec l'armement des rebelles.

#### **CRÉATION D'UNE SECONDE ARMÉE LIBYENNE**

Le général Abdel Fattah Younis – ancien ministre de l'Intérieur du régime de Kadhafi, compagnon de route et instigateur du coup d'Etat de 1969 avec Kadhafi, resté fidèle au régime pendant quarante ans et rallié aux insurgés le 22 février 2011 – est devenu chef de l'opposition et chef d'état-major d'une nouvelle armée de libération. Cette armée serait constituée de 15 000 volontaires recevant une instruction militaire actuellement à Benghazi, épaulés par quelques centaines de conseillers américains et européens.

Lors d'une conférence de presse, le 3 avril, un homme a interrompu le général en lui disant qu'il avait du sang sur les mains : « Salopard, vous avez tué mon fils en 2006 ! » Il y a en effet de plus en plus de problèmes à l'intérieur du CNT, et les gens commencent à se poser des questions sur ces hommes, anciens fidèles de Kadhafi, qui sont à la direction aujourd'hui.

On voit apparaître aussi, pour la première fois, des combats entre citoyens pro-Kadhafi et insurgés ; et il y a eu l'explosion d'une première voiture piégée à Benghazi, derrière le tribunal qui abrite le QG des insurgés. A la mi-mai, un af-

Mohammed, le cadet, contrôle tout le système des communications (internet, téléphone, chaînes satellites, téléphone mobiles), via deux grosses entreprises Almadar et Libyana, c'est un homme d'affaires tranquille.

Seif Al Islam, le plus connu, est plus proche de son père et n'a pas de fonction précise mais un compte en banque illimité, Seif Al Islam est le président d'une structure au budget gigantesque : la fondation Kadhafi qui gère des associations caritatives et de développement. C'est lui qui gère les réformes et négocie avec les islamistes ; il possède la majorité de la presse non gouvernementale. Ce qui lui permet de voyager un peu partout, un poste itinérant en quelque sorte, il s'affiche libéral pour la démocratie et la modernité. Il se dit réformiste et joue le rôle de l'opposant au régime en place. C'est d'ailleurs lui qui a en charge un projet intitulé « La Libye de demain » consistant à autoriser les investissements capitalistes pour développer le commerce et créer des entreprises. Ce qui représente un changement radical dans l'économie libyenne passant d'un capitalisme d'Etat à un capitalisme mixte (Etat-Privé), même si la plupart des grosses entreprises privées sont aux mains des proches du pouvoir. Il a ainsi permis la création de milliers de PME un peu partout dans le pays. Il a eu en charge de normaliser les relations de la Libye avec l'Occident, en négociant le règlement des indemnités de Lockerbie, entre autres. Il se dit prêt pour des changements et des réformes, toutefois avec quatre lignes rouges à ne pas franchir: Kadhafi, l'Islam, la sûreté de l'Etat et l'unité ou l'intégrité du pays. L'autre nom à retenir est Assaâdi, le troisième fils qui se situe plus à l'intérieur du système Kadhafi. Plus conservateur, il a en charge la sécurité de la Jamahirya et contrôle tout le système militaire et policier, ainsi que toutes sortes de services spéciaux armés, les différents organes de répression et de renseignement, les comités révolutionnaires. Bref, tout ce qui touche de près ou de loin à la sûreté de l'Etat hormis l'Armée qui est contrôlée par son frère Khamis, le numéro six dans la hiérarchie patriarcale. La fille, Aisha, gère un réseau d'associations et de fondations à but humanitaire et de défense des droits de l'Homme.

Enfin, il y a le deuxième cercle constitué d'hommes de main et de confiance de Kadhafi qui contrôle les unités spéciales de l'armée ou de la police secrète ou pas, l'économie et gère des contrats aux sommes astronomiques. Le plus important est Abdallah Senoussi, surnommé le boucher de Bouslim, dont il sera question plus loin.

#### **CHRONIQUE D'UNE RÉVOLTE**

##### ***Le vent souffle***

Deux jours après la fuite du président tunisien, Kadhafi a prononcé un discours adressé aux Tunisiens en leur disant qu'ils avaient fait une erreur de chasser Ben Ali qui selon lui était le meilleur homme politique pour gouverner la Tunisie et qu'il fallait le laisser finir son mandat et même l'élire président à vie.

Certains ont considéré ces déclarations comme une provocation de plus, d'autres l'ont très mal pris. Interrogé quelques jours plus tard par un journaliste tunisien sur ces paroles, Kadhafi a répondu par une autre provocation : « J'ai dit que les Tunisiens avaient fait une erreur car à la place de Ben Ali, il y aura un autre président et à la place de son parti, un autre parti. » Pour Kadhafi, il n'y aura de changement qu'en instaurant le pouvoir du peuple ou le pouvoir populaire et en appliquant la troisième théorie universelle de son livre Vert.

Cette période coïncidait avec le congrès des comités populaires en Libye, à Sebha. Kadhafi était présent pour l'inauguration des travaux de ce congrès, il a été interpellé sur le retard considérable dans l'attribution de logements dont les demandes ont été faites depuis des années. La réponse de Kadhafi est sans surprise : « Pourquoi me le demandez-vous ? Vous êtes libres, pourquoi n'allez-vous pas occuper ces logements ? »

Le lendemain démarre une affaire qui dure assez de temps pour laisser passer l'ouragan tunisien sans que le pays ne s'en rende compte. Des centaines de familles envahissent les chantiers de construction des immeubles, certaines occupent et s'installent dans des appartements inachevés ou presque, d'autres se contentent d'emporter du matériel de toute sorte (portes, fenêtres, sanitaires,...) et vont saccager les locaux des constructeurs. En fait, certains des logements achetés sont déjà payés en grande partie et sont en attente depuis des années. Des affrontements ont eu lieu dans certaines villes .... Malgré l'ampleur de la manipulation par Kadhafi, cela fonctionne un temps et il a fallu l'intervention du gouvernement pour mettre fin à cette histoire, faire évacuer les logements occupés et que chacun attende son tour pour l'attribution. Il a réussi sa manœuvre, mais si l'incendie tunisien n'avait pas franchi la frontière libyenne, les braises ne tombent pas loin, du côté Est, en Egypte, cela recommence et c'est un peu la panique, pour le régime libyen.

Paradoxalement, Kadhafi déclare que cette tempête ne concernerait pas la Libye car les Libyens sont en avance sur les autres pays arabes. Ils ont déjà fait leur révolution, il y a quarante ans, c'est le peuple qui est au pouvoir et donc il ne peut se révolter contre lui-même. Kadhafi n'a pas de fonctions officielles, il n'est ni président, ni roi (même s'il a le titre honorifique de 'roi des rois d'Afrique'), il n'est responsable de rien. Mais sur le terrain, dès le départ de Ben Ali, Kadhafi commence à calculer et imaginer une stratégie pour faire avorter toute tentative de révolte. Il commence par rétablir un soutien financier aux produits de base (farine, sucre, huile, thé, ...) et baisser le prix d'autres produits ; il fait distribuer aux jeunes chômeurs des formulaires pour obtenir des aides financières, l'ouverture de crédits, ce qui avait été interrompu depuis quelques années. Il fait libérer 110 prisonniers mais il reste plus de 200 djihadistes dans les prisons libyennes.

positif inclut également des appareils de recherche et de sauvetage, au cas où un hélicoptère serait abattu.

En même temps, selon la presse libyenne de l'opposition, les rebelles s'organisent grâce à l'appui d'experts militaires envoyés par la France, l'Italie et l'Angleterre à Benghazi. Ils attendent le feu vert de l'OTAN pour marcher sur Tripoli. Cet attentisme signifie que l'OTAN espère qu'une solution sera trouvée pour que le colonel libyen quitte le pouvoir, lui et son fils. L'assassinat ou l'exil de Kadhafi est en projet depuis le début des opérations, même si publiquement on ne peut le dire. Dernières évolutions dans ce sens, le procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo, a lancé des mandats d'arrêt contre Kadhafi, son fils Seif al-Islam et le chef du renseignement libyen Abdullah Sanusi sur des accusations de crimes contre l'humanité.

#### **L'OPPOSITION À KADHAFI**

A Tripoli, la population vit dans une terreur sans nom imposée par des forces de répression enragées et chauffées à blanc, et aussi par les frappes aériennes et les vols incessants de Mirage, Rafale et drones – sans parler de la terreur que vivent des milliers de travailleurs immigrés pris au piège dans ce chantier imprévu.

Misrata, devenue un champ de ruines et une ville fantôme, est toujours assiégée. A quelques kilomètres de Tripoli, au sud-ouest, les insurgés ont libéré une route qui relie la région berbère de Naffoussa à la Tunisie ; et ils ont occupé le poste frontière de Dhiba, qui devient un point de passage des ravitaillements dans un sens, et une porte de sortie des milliers de réfugiés libyens de Naffoussa dans l'autre sens, vers les villes tunisiennes proches.

Tous les Libyens qui le peuvent ont fui, et passé la frontière vers la Tunisie ; il y aurait 50 000 réfugiés. La population tunisienne a accueilli ces réfugiés comme elle peut et avec de modestes moyens, souvent chez l'habitant, sinon dans des tentes gérées par le Croissant rouge tunisien. Aucune mesure internationale n'est déployée pour aider les Tunisiens à faire face à cette situation. Au contraire, on expulse les quelques travailleurs tunisiens qui ont échappé à la noyade en mer Méditerranée et qui arrivent à Lampedusa. L'OTAN ne peut plus reculer, le CNT libyen pousse à l'intervention terrestre, et la communauté internationale se contente de dénoncer des frappes « disproportionnées » ou non-conformes à la résolution 1973.

La bourgeoisie libyenne à l'étranger s'organise pour préparer son retour et se réserver des places dans le futur pouvoir. Une chaîne de télévision est ouverte au Qatar, financée par son pouvoir et par l'argent de riches libyens exilés. Elle diffuse douze heures par jour actuellement, avec trente minutes en tamazight (langue berbère), ce qui est un événement pour les Berbères libyens. Mais, en même temps, il y a beaucoup de place réservée à l'islam. Ainsi, on y voit d'émi-

problèmes. Ils ont alors essayé de sortir dans les rues un peu partout, mais le rêve s'est vite transformé en cauchemar. L'insurrection devient un coup d'Etat armé orchestré par une partie – l'aile droite – de l'ancienne équipe de Kadhafi, qui profite de la colère populaire pour prendre le pouvoir. On assiste à une sorte de contre-révolution de la bourgeoisie qui commence à s'organiser dès les premiers jours.

Un Conseil national de transition (CNT) est constitué le 5 mars par d'anciens ministres et fonctionnaires du régime, tous réactionnaires, islamistes ou capitalistes libéraux – et soutenus par Sarkozy, Berlusconi, Obama, les cheiks arabes du pétrole, l'OTAN et BHL. Ils ont opéré un véritable hold-up sur l'insurrection ; et ils ont réussi à s'imposer sans effort comme le gouvernement provisoire seul représentant des Libyens, même si la communauté internationale n'a pas reconnu cette structure (à l'exception de la France, du Qatar et de quelques autres pays).

Aujourd'hui, après deux mois de bombardements intensifs de l'OTAN sur des cibles « militaires », nous en sommes exactement au même point, la situation n'évolue pas. Tous les arguments des va-t-en-guerre pour justifier cette intervention paraissent faux, car Kadhafi continue de massacrer toujours plus de « civils innocents » (notamment à Misrata et dans la région de Naffoussa), sans parler des dégâts « collatéraux » résultant des frappes aériennes de l'OTAN.

L'OTAN s'est lancée depuis le 31 mars dans une intervention militaire intensive en Libye, sous mandat de l'ONU et de la résolution 1973 qui a pour objet d'empêcher le régime de Kadhafi de massacrer la population civile libyenne. Cependant, le conflit entre insurgés et forces pro-Kadhafi s'enlise malgré les frappes, une cinquantaine de raids par nuit, 1 200 cibles détruites. La France est donc tentée d'accélérer les opérations, d'intensifier les frappes et de mettre plus de pression sur le régime, d'autant que le coût de la guerre s'élève déjà à 54 millions d'euros depuis le début de l'intervention, soit 1,2 million d'euros par jour. De plus, si l'opération dure plus de six mois, le gouvernement devra s'en expliquer devant l'Assemblée nationale, bien que toute la classe politique en France soit sur la même longueur d'onde.

On pensait que les Libyens avaient le choix entre la peste ou le choléra (Kadhafi ou l'OTAN), mais en fin de compte, après deux mois de guerre, ils ont gagné à la fois la peste et le choléra, et le cauchemar n'est pas près de se terminer. En effet, les gouvernements français et anglais viennent d'engager des hélicoptères d'attaque dans des opérations de combat menées contre les forces du colonel, ce qui signifie des opérations proches du terrain et des cibles plus précises. Douze hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre française ont été embarqués à bord du bâtiment de projection et de commandement (BPC) Tonnerre, qui a quitté Toulon le 18 mai en direction des côtes libyennes. L'escadrille d'hélicoptères sur le Tonnerre comprend une douzaine de Gazelle antichar, mais aussi des Tigre, de plus grande taille et d'une très importante puissance de feu. Le dis-

## **L'opposition**

Après le 25 janvier et l'accélération des événements, l'opposition au régime de Kadhafi, basée principalement aux USA et en Angleterre, a pris les devants en annonçant le 29 janvier la formation d'une équipe de travail pour la désobéissance civile en Libye. Ils exigent le départ de Kadhafi et la dissolution de tous ses pouvoirs : révolutionnaire, politique, militaire et sécuritaire ainsi que le refus d'un système de transmission du pouvoir à son fils. Le 4 février s'est créé sur internet un appel à la désobéissance civile en Libye, qui appelle à manifester le 17 février. En réaction d'autres sites internet, émanant cette fois-ci de proches du pouvoir, disent qu'il ne faut pas créer le chaos dans le pays. La date du 17 février est choisie en mémoire d'une manifestation qui a eu lieu à Benghazi en 2006, devant le consulat d'Italie pour manifester contre le fait qu'un ministre italien ait porté un T-shirt illustré de la caricature de Mahomet, caricature qui avait soulevé la polémique en Europe. La police avait tiré sur la foule des manifestants, un citoyen perché sur le toit du Consulat pour arracher le drapeau italien a été abattu par balles, la manif dégénère : 13 morts selon le gouvernement, 30 selon l'opposition. Les islamistes, toutes tendances confondues, ont subi une répression sanglante, ils ont été éliminés physiquement. En 1989, il y avait plus de 1000 prisonniers politiques, en majorité islamistes. Le grand massacre s'est déroulé le 29 juin 1996 durant lequel 1200 prisonniers, dont une majorité d'islamistes, originaires de l'Est du pays pour la plupart, ont été abattus dans la cour de la prison Bouslim, près de Tripoli, à coups de grenades, de tirs de kalachnikov et de mitraillettes. Ce n'est qu'en 2001/2002 que le pouvoir commence à informer les familles de certains prisonniers, de leur mort. En 2004, Kadhafi a reconnu les faits et dit que les familles ont droit de savoir ce qui s'était passé. Depuis, des collectifs de familles des victimes se sont constitués et doivent vivre un véritable parcours du combattant pour récupérer les corps. Fethi Terbel, un coordinateur de ces comités des familles de victimes du massacre de Bouslim, a obtenu l'autorisation pour les familles .... de pouvoir faire un sit-in tous les samedis à Benghazi !

C'est lui que la police est venu chercher ce mardi 15 février à l'aube, ce qui a déclenché les événements actuels de Benghazi. Ce jour est la date de départ de l'insurrection précédant les divers appels lancés sur internet par les opposants organisés.

Vu la configuration du régime libyen, le spectre de l'opposition ne peut être qu'islamo-démocrate, regroupant les frères musulmans, les constitutionnalistes nostalgiques du régime monarchique (il y a bien un prince héritier qui traîne sa cour quelque part à Londres), des libéraux et un petit groupe de Baassistes financé par Saddam Hussein avant sa chute. Mais tous ces mouvements ont une existence quasi nulle à l'intérieur du pays. Ils travaillent aux USA et en Europe, ils animent des sites web et publient de temps en temps des communiqués, ils

ont un programme commun qui revendique une constitution, la légalisation des partis politiques, la dissolution du pouvoir en place, l'instauration d'un régime parlementaire, le rétablissement de la liberté de la presse, etc. mais sans se prononcer sur la structure de l'Etat : république, monarchie ou autre.

### **La contestation prend de l'ampleur**

Dès le début des événements la répression a été terrible, il y a eu des dizaines de victimes dès la première journée à Benghazi et à Beïda, ville moyenne située à 200km à l'Est de Benghazi. La révolte s'est très vite propagée à toutes les villes de Cyrénaïque. Les forces de répressions sont diverses, il y a plusieurs unités de l'armée, des hommes coiffés d'un casque jaune de chantier et l'apparition de mercenaires africains. Des témoignages confirment cette information par le fait que plusieurs d'entre eux ont été arrêtés, trois ont été pendus par la population. À compter du 18 février, la contestation a gagné tout le pays à l'exception du centre-ville de Tripoli, quadrillé par les armées et différentes autres forces de répression. L'armée tire à balles réelles, à la mitrailleuse, à partir d'hélicoptères. Dimanche matin 20 février, on dénombre 200 morts pour la seule ville de Benghazi ; il y a des corps dans les rues, les insurgés n'arrivent pas à les récupérer à cause des tirs continus, les blessés se comptent par centaines. Depuis ce vendredi matin, 18 février, le pays est coupé du monde extérieur : pas de journalistes, pas de caméras, suspension d'internet, lignes téléphoniques coupées ; les cartes pour les téléphones portables ont été retirées du commerce. Le black-out total est une arme redoutable utilisée pratiquement tout au long du règne de Kadhafi. Malgré cela, les gens occupent une esplanade face au tribunal de Benghazi ; ils ont décidé d'y rester jusqu'à la chute du régime. Ils commencent à s'organiser pour régler la circulation et forment des comités pour la logistique : nourriture, soins, hygiène, etc. Dans les villes plus petites, les vieux du village se réunissent pour coordonner l'autodéfense contre les éléments de répression, notamment les comités révolutionnaires.

Les manifestations sont pacifiques mais face à la riposte sanglante du pouvoir et les massacres orchestrés, les gens commencent à brûler les symboles du pouvoir : les locaux des comités révolutionnaires appelés « Mathabat », les casernes militaires, ainsi que la maison de la radio et télévision locale, à Benghazi. Le feu aussi est mis aux bâtiments de la sécurité intérieure et de la police. Les slogans sont hostiles à Kadhafi et demandent la fin d'un régime de 42 ans d'oppression.

En plus des morts et blessés, il y a de nombreuses arrestations de journalistes, d'opposants et plusieurs disparitions ont été signalées. Dimanche 20 février à Tripoli sur la place Verte, des milliers de manifestants sont sauvagement réprimés et presque en même temps à des milliers de kilomètres de là, à Benghazi, près de 500 000 personnes scandent des slogans de joie pour Tripoli qui finalement s'est mis à bouger, même si cela n'a duré que quelques heures et qu'il

Nous sommes sensibles au sort des victimes, mais ne nous laisserons pas aveugler par une émotion consensuelle.

Notre solidarité n'est pas de nous associer au chœur des pseudo-philosophes, aussi larvoyants que va-t-en-guerre, et des médias aux ordres de l'idéologie capitaliste, mais de continuer le combat pour l'émancipation sociale et politique contre nos bourgeoisies complices de ces massacres.

O.C.L. Le 20 mars 2011

## **Une population sous la dictature des armes**

***Les précédents textes parus dans Courant alternatif, en mars et avril 2011, ont d'une part dressé le portrait de Kadhafi et dénoncé son régime autoritaire, et d'autre part dénoncé l'intervention militaire contre la population libyenne, qui se retrouve coincée sous le feu continu des bombardements. Les derniers développements de cette guerre confirment les craintes exprimées ; et à cela s'y ajoutent les premières dissensions au sein des représentants des insurgés. De ladite « révolution » libyenne, il ne reste que l'espoir que cela recommence sur d'autres bases.***

### **TERRAIN D'INTERVENTION OCCIDENTALE**

Pendant quarante ans, une grande partie des Libyens ont rêvé de cette journée du 15 février 2011 où les gens sont sortis dans les rues de toutes les villes et ont exprimé leur ras-le-bol des années de répression et d'humiliation. Quarante ans que les gens rêvaient de sortir dans les rues sans peur, de déchirer les portraits gigantesques du dictateur. Et pendant quarante ans, venant de différentes couches de la société libyennes, diverses formes de résistance ont été tentées : manifestations d'étudiants, tentatives de coup d'Etat par des militaires, résistance armée des islamistes, formation de partis politiques par la bourgeoisie d'opposition basée à l'étranger (ceux qui ont demandé de l'aide au gouvernement américain et la CIA), rébellions de prisonniers, etc. Tout cela sans succès véritables, si ce n'est quelques rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch condamnant les exactions du régime et ses violations des droits de l'homme.

C'est avec les soulèvements de Tunisie et d'Égypte que les Libyens ont compris qu'une insurrection populaire et massive pouvait être la solution à leurs

plus, aucune certitude que l'ensemble de la population libyenne la souhaite, nous n'entendons que les voix de la presse occidentale, de quelques micro-trottoirs et celle du Conseil National de Transition Libyen. Peut-être découvrira-t-on un peu tard, que la majorité des Libyens n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer sur ce sujet, que nombre d'entre eux pense qu'un peuple ne peut se libérer que par lui-même avec ses propres moyens.

*Saoud 22 mars 2011 (CA 208)*

### **NON À L'INTERVENTION MILITAIRE EN LIBYE !**

L'intervention des pays soi-disant démocratiques alliés aux monarchies pétrolières n'a pas pour but philanthropique de venir en aide au peuple libyen pour aboutir à son émancipation sociale et politique.

L'enjeu n'est pas tant de capter les ressources pétrolières libyennes, que de montrer la capacité de ceux qui gouvernent le monde de stabiliser une situation régionale à leur avantage. En enrôlant le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, les Occidentaux confortent ces régimes tyranniques dans leur intervention militaire contre l'insurrection bahreïnienne, et légitiment ainsi par avance les futures répressions sanglantes dans tous les pays de la péninsule Arabique et au-delà si besoin est. De plus, la Libye de Kadhafi jouait vis-à-vis de l'Europe le rôle de verrou contre l'immigration africaine, comme le lui avaient demandé ses amis Sarkozy et Berlusconi. Il est donc nécessaire pour les États européens de s'assurer que Kadhafi soit bien remplacé par un pouvoir à leur service.

Le soulèvement populaire du peuple libyen est l'opportunité attendue par les oligarchies occidentales pour reprendre la main dans une région où la multiplication des soulèvements populaires n'a cessé d'inquiéter les «démocrates patentés». L'humanitarisme affiché pour «venir en aide» au peuple libyen n'est qu'hypocrisie et cynisme, car depuis quarante-deux ans ce peuple subit le joug de son «Guide» et se fait massacrer dans le silence à défaut de pouvoir s'exiler sans espoir de retour ; et, ces dernières années, les États et les entreprises de ce même Occident acceptaient les capitaux du régime libyen et se précipitaient en rangs serrés à Tripoli pour lui vendre des armes, et même lui proposer une centrale nucléaire !

Le peuple libyen est aujourd'hui pris en otage entre son dictateur et les puissances occidentales soucieuses d'abord de leurs intérêts économiques et géostratégiques.

Le prix à payer par le peuple libyen pour cette tentative d'émancipation sociale sera élevé en raison

- de la guerre actuelle ;
- de la perpétuation éventuelle du régime de Kadhafi ou de ses héritiers sur tout ou partie de ce territoire ;
- ou du diktat de l'exploitation capitaliste par les bourgeoisies venues asseoir militairement une nouvelle tyrannie.

Le courage des peuples arabes qui ont osé dire ça suffit, qui nous montrent le chemin d'autres présents possibles, est admirable.

Le courage du peuple libyen debout pour ses libertés appelle respect et solidarité.

y a eu des morts. L'après-midi, 10 000 manifestants venant de la ville de Zawiyah, 40 km à l'ouest de Tripoli, marchent sur la capitale après avoir incendié une des résidences de Kadhafi, et autant de manifestants venant de l'Est se dirigent vers la place Verte au centre-ville où Kadhafi avait installé des tentes, des groupes de musique avec des centaines de ses adeptes.

A Benghazi, dès les premiers jours, Kadhafi a envoyé son fils Assaâdi remettre de l'ordre. Celui-ci est apparu deux fois à la télévision locale pour demander aux gens de rentrer chez eux. Finalement, il a été encerclé dans une caserne avec Abdallah Senoussi, surnommé le boucher de Bouslim ; Senoussi est le Monsieur Sécurité et Services secrets du régime et en plus le gendre de Kadhafi. Ils ont dû s'échapper en hélicoptère, Senoussi continue de diriger les opérations de répression, en faisant tirer sur les gens avec des roquettes antichars, des mitraillettes et autres armes lourdes.

Mais la révolte continue, des groupes de citoyens s'organisent pour défendre une ville, à l'ouest de Tripoli. Cela se passe, jeudi 24 février à 9h du matin, des unités militaires attaquent Zawiyah où se situe une raffinerie importante pour reprendre le contrôle mais les citoyens organisés repoussent l'attaque avec des pertes humaines, 10 morts semble-t-il. Dans le même secteur, c'est deux terminaux pétroliers dont celui de Marsa Briga qui sont libérés, il sont aux mains des ouvriers et employés qui ont pris le contrôle de l'ensemble des structures, exportation et raffinerie. Pendant ce temps, des fêtes nombreuses ont lieu du côté de Benghazi pour célébrer la victoire de la révolte. Actuellement toutes les villes de Libye sont libérées des forces répressives du pouvoir, c'est la population qui en a la maîtrise, à l'exception de Syrte et Tripoli. Des travailleurs tunisiens et égyptiens franchissent les frontières à Rasjdîr à l'Ouest et vers l'Égypte. En Tunisie, à Ben Guerdan, la plus grande ville de la frontière libyenne, un élan de solidarité s'est mis en place avec des collectes de médicaments venus de toute la Tunisie. Une manifestation de femmes s'est déroulée à Derna pour réfuter les dires de Kadhafi sur l'instauration d'un régime islamiste dans cette ville ; les femmes sont aussi présentes dans les rues de Zawiyah. La police, l'armée, le corps diplomatique ont rejoint la population ; des comités populaires à Zwara, Zawiyah et d'autres villes à l'Ouest se sont affranchis du pouvoir. Les villes de Beïda et de Benghazi ont réussi à rétablir la liaison avec les médias étrangers, dont la chaîne de télévision Al Jazeera qui diffuse en direct des assemblées populaires.

Kadhafi est encerclé, réfugié dans son bunker de Bab Aziziya, qui est une caserne militaire, cernée de trois murs infranchissables et comporte de nombreuses galeries souterraines. Continuant sa politique des menaces dans un discours télévisé, il déclare qu'il va nettoyer le pays des « rats », ville par ville, maison par maison. Dans un second discours radiophonique, il répète que les insurgés sont drogués et il ajoute, cette fois-ci, qu'ils sont manipulés par Al

Quaïda. La répression sanglante continue, on parle de milliers de morts. Kadhafi (et son fils) continue de menacer la population, il joue son rôle de dictateur jusqu'au bout et affirme que son pouvoir n'a jamais été que « moral ».

Il est sûrement un peu tôt pour analyser ces événements, dire si c'est une révolte du pain ou une révolte d'exaspération générale face à l'absence de liberté et de dignité. La seule certitude est qu'il s'agit d'une révolte de la base, de gens non organisés malgré l'appel des groupes d'opposition pour le 17 février, car la révolte a éclaté deux jours auparavant, suite à l'arrestation d'un militant des droits des familles de victimes du massacre de Bouslim. L'opposition a voulu être à l'origine de la révolte pour ne pas laisser l'initiative aux gens eux-mêmes, présentant l'arrivée de cet événement en référence à la Tunisie et l'Égypte ... mais cela n'a pas fonctionné car une insurrection ne s'organise pas à l'avance.

*Saoud, 24 février 2011 (CA mars 2011)*

### **Pour Chávez, Kadhafi est « un leader des peuples d'Afrique et de l'Amérique latine »**

Voici ce qu'on peut lire sur un site Internet de soutien au régime de Chávez (1) 28 septembre 2009.- « Cette épée est vivante et avance à travers l'Amérique latine d'aujourd'hui », a déclaré le président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez Frias, en donnant à son homologue libyen, Mouammar Kadhafi, une réplique de l'épée de Simón Bolívar et l'Ordre du Libérateur pour sa première visite dans le pays. « Au nom de notre peuple et de la Révolution bolivarienne, je te la donne à toi, soldat révolutionnaire, leader du peuple libyen, de la Révolution Libyenne, leader des peuples d'Afrique et également pour les peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe » a déclaré M. Chávez dans une retransmission nationale radio-télévisée. Le colonel Kadhafi se trouve dans l'île de Margarita, État de Nueva Esparta, après le IIème Sommet Afrique- Amérique du Sud, dans le cadre de sa première visite officielle au Venezuela. Pour sa part, le leader libyen a remis au Président vénézuélien un jeu de décorations protectrices, faites à la main, qui ont été utilisés par les cavaliers arabes de la Jama-hiriya, ou la lutte arabe. « En votre honneur... », a déclaré le dirigeant libyen, en expliquant que ces accessoires sont très symboliques car ils représentent les costumes que portaient les cavaliers et leurs chevaux lors de la lutte de la guérilla libyenne contre l'invasion italienne. Après la cérémonie de remise de la plus haute décoration du Venezuela, les deux dirigeants ont signé la Déclaration commune entre la Libye et le Venezuela, dans leur lutte commune pour construire un monde multipolaire, dans la voie socialiste. Pour l'instant Chávez n'a rien dit officiellement sur la situation en Libye. Mais Telesur,

vres qu'ils sont venus ; leur portables et appareils photos/vidéos leur sont pris pour que ne puissent pas sortir d'images ou témoignages à l'extérieur.

### **CONFISCATION PAR LES ARMES D'UNE RÉVOLTE POPULAIRE**

Kadhafi est soit un génie de la stratégie de manipulation des masses, soit il a des conseillers de haut niveau, spécialistes de la gestion des révoltes car son plan est diabolique. L'introduction de mercenaires africains a suscité un certain racisme et une méfiance de la population envers les travailleurs africains les obligeant à fuir par milliers, à pied vers la Tunisie. Puis Kadhafi a désigné les Tunisiens et les Égyptiens comme les responsables de ces révoltes et ses comités révolutionnaires étaient chargés de les chasser, bloquant ainsi toute possibilité de rencontre et de solidarité qui pouvait se créer et installant la peur parmi ces travailleurs.

Dès le début, Kadhafi a encerclé la révolte ne laissant le choix aux Libyens que de mourir sous ses bombes ou faire appel à l'aide internationale. Et de fait ce n'est plus la population qui s'exprime mais un gouvernement auto proclamé qui s'adresse aux autres gouvernements. La population égyptienne ou tunisienne qui pouvait venir en aide aux insurgés libyens et aux travailleurs immigrés est mise à l'écart ...

One, two, three, choukran sarkozy ! Des milliers de manifestants scandent ce slogan et font la fête toute la nuit sur la place centrale de Benghazi suite à la déclaration de guerre de la coalition. Cela laisse un goût amer et annonce la victoire de la politique de Kadhafi, annoncée lors de son second discours aux Libyens, « Moi ou les Américains ! ». C'est très difficile à admettre, cette situation, ici en France mais aussi pour les Libyens qui n'ont eu de choix qu'entre la peste ou le choléra. C'est une situation de non-retour : « Je préfère la colonisation française à l'esclavage de Kadhafi et sa famille », ce sont les paroles d'un opposant libyen qui a passé 14 ans dans les geôles de Kadhafi.

L'argument principal de cette intervention militaire c'est l'argument humanitaire : sauver des vies ! L'intervention armée française et américaine, c'est la dernière chance pour Kadhafi d'avoir une fin de règne honorable.

Aucun bombardement n'a libéré les peuples et aucun prétexte n'est recevable à l'usage de la force armée sur un pays, une population à coup de missiles, bombes et autres sophistications meurtrières.

Il faut condamner toute intervention militaire des puissances dites « démocratiques » qui entendent toujours et partout imposer leur ordre économique et social.

Quel cruel paradoxe en effet de demander à ceux-là mêmes qui ont armé Kadhafi, de le désarmer aujourd'hui ? Quand bien même tous les Libyens demanderaient l'intervention de forces armées occidentales, on ne peut que s'élever fermement contre cette intervention et la dénoncer sans restriction. Il n'y a, de

neutraliser Kadhafi et sauver le peuple libyen et une semaine plus tard il envoie des renforts militaires au Bahreïn pour réprimer la population et sauver le roi. Les Etats-Unis n'y voient pas là d'invasion étrangère!

Au lendemain des bombardements américains et français, la Ligue Arabe fait marche arrière et annonce que les bombardements ne sont pas conformes à la décision du conseil de sécurité de l'Onu. Pour Kadhafi, la No Fly Zone ne le perturbe pas plus que ça, il a d'ailleurs déclaré qu'il respecterait les décisions du conseil de sécurité, en fait il attend une fin héroïque sous les bombardements de l'Otan pour accéder au statut de martyr tombé sous les forces du mal de l'occident, il ira jusqu'au bout dans la provocation. Il sait que l'occident ne peut plus faire marche arrière, ne peut plus traiter avec lui.

#### UNE OCCASION MANQUÉE

Succédant aux images de manifestation de masses des Tunisiens et des Egyptiens, montrant la place Tahrir bondée de centaines de milliers de femmes et d'hommes en colère et aussi enthousiastes, la révolution libyenne est montrée au travers d'hommes en armes vêtus de treillis, puis de bombardements de la coalition et des champs de ruines. La révolution libyenne a échoué avant même de commencer, les gens n'ont pas eu le temps de sortir dans la rue, dès les premiers pas c'est une balle, une bombe. En l'espace de deux semaines émerge une direction, un pseudo gouvernement qui négocie avec le monde entier et parle aux noms des Libyens en demandant une zone d'exclusion aérienne, pensant qu'il ne s'agit que d'un panneau de signalisation face aux avions de Kadhafi, ce dont un diplomate allemand les a mis en garde leur précisant que cela signifie in fine, des bombardements.

La militarisation forcée de la révolution libyenne a exclu de fait la majorité de la population empêchée d'agir et a transformé une contestation populaire en un affrontement armé entre des amateurs mal armés et une armée de métier soutenue par des mercenaires.

Cet affrontement a aussi exclu du processus d'insurrection, 2 millions et demi de travailleurs immigrés qui avaient bien plus de raison de se révolter que les Libyens, surtout qu'un million et demi d'Egyptiens et plus de cinquante mille Tunisiens n'ont pas pu participer à leur propre révolution ; c'était là l'occasion de créer une véritable jonction entre les trois soulèvements et de les transformer en révolution de classes.

La Libye est depuis longtemps un employeur important de travailleurs étrangers qui assument tous les emplois non qualifiés dans les secteurs des services, du bâtiment, de l'artisanat, de l'entretien, de la main d'œuvre et dans le secteur pétrolier. Ils viennent d'Asie du Sud Est, d'Afrique et de Tunisie, Egypte et Maroc. Ils ont dû fuir par centaines de milliers vers la Tunisie et ils se sont fait dépouiller par les hommes de Kadhafi leur prenant tout pour qu'ils repartent aussi pau-

chaîne de télévision bolivarienne au Venezuela, prétendait encore le 23 février que «le peuple de cette capitale est sorti dans les rues pour soutenir le gouvernement du président Mouammar Kadhafi, après plusieurs jours de violentes manifestations menées par l'opposition qui ont laissé un bilan officiel entre 300 et 400 morts» (2)

Ce n'est pas comme Castro (Fidel), qui, dans le quotidien Granma, voit dans ce qui se passe en ce moment un « plan de l'OTAN pour occuper la Libye », tandis qu'Ortega du Nicaragua exprime ouvertement son soutien au tyran de Tripoli et affirme lui avoir téléphoné pour le lui dire.

La sénilité politique assaisonnée d'effluves de stalinisme ranci et de quelques vestiges rhétoriques d'un «anti-impérialisme» à la vue particulièrement basse ne peut que produire des monstruosité et voir des complots partout.

Plus que jamais, reconstruire un projet d'émancipation suppose de tourner complètement le dos à ces dangereux crétins et à leurs éternels épigones, ici et partout, et d'emprunter, aussi résolument que radicalement, d'autres voies avec d'autres contenus, en commençant à ne pas se donner de leaders !

(1) <http://www.aporrea.org/actualidad/n143052.html>

(2) <http://www.avn.info/ve/node/44925>

## Une révolution confisquée

***Un mois après le soulèvement de Benghazi, les Libyens découvrent que le monde entier s'intéresse à leur sort et travaille d'arrache-pied pour les sauver des griffes d'un dictateur grotesque et excentrique, comme le désignent les journalistes. Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, le conseil de coopération du Golfe, la Ligue Arabe, l'Union Européenne, le conseil de sécurité de l'ONU, Bernard-Henri Levy ; il ne manque plus que le dalaï-lama et le pape. On n'a pas vu une telle agitation diplomatique pendant les bombardements sur Gaza ou à propos des événements actuels en Côte d'Ivoire ou au Yémen. Samedi 19 mars, à 17h45 l'aviation française bombarde une première fois ; depuis c'est un déluge de bombes et de missiles qui s'est abattu sur «des cibles» dans le but de sauver la population libyenne, dans le cadre de l'opération «Aube de l'Odysée».***

#### L'OPPORTUNISME DIPLOMATIQUE

Dans un premier temps, des sanctions ont été décidées contre le régime de Kadhafi, notamment l'arrêt de livraisons d'armes et le blocage de ses avoirs financiers dans les banques européennes et américaines.

En 20 jours, la Libye a connu un bouleversement radical. Le mouvement de contestation, déclenché le 15 février suite à l'arrestation d'un militant pour la défense du droit des familles des 1200 victimes assassinées dans la prison de Bouslim en 1996, s'est transformé en quelques jours en une insurrection armée après récupération d'armes et munitions dans diverses casernes à Benghazi, Beïda et Tobrouk et le ralliement sur place d'unités de l'armée, dans des circonstances qui restent à éclaircir.

Le Conseil National de Transition (CNT) créé le 5 mars, est composé de 31 membres délégués de villes ou régions libérées, dont seuls 10 d'entre eux ont communiqué leurs noms, les autres restant secrets pour des raisons de sécurité. Le CNT se déclare seul et unique représentant de la Libye qui devient «La République Libyenne», il nomme Mustapha Abdeljalil, l'ancien ministre de la Justice de Kadhafi, comme président. La première déclaration (bayan) de ce conseil est d'affirmer que l'objectif du CNT est la fin du régime de Kadhafi, la mise en place d'un comité préparant une nouvelle Constitution et la formation d'un gouvernement provisoire en charge d'organiser des élections démocratiques. Il déclare en même temps le refus catégorique d'une intervention ou la présence de forces militaires étrangères sur le sol libyen. Par une simple déclaration d'allégeance au CNT, tous les diplomates et divers représentants de délégations régionales et internationales conservent leur poste.

La veille d'une réunion européenne extraordinaire consacrée à la situation en Libye, la France décide de reconnaître le CNT comme seul représentant légitime de la Libye, cela s'est passé jeudi 17 mars, Nicolas Sarkozy recevait à l'Élysée, dans une réunion initiée par Bernard-Henri Lévy, trois représentants du CNT. Dès la création du CNT, BHL était à Benghazi pour rencontrer les membres de ce conseil et a donc organisé cette rencontre à Paris, à laquelle il a assisté. À l'issue il déclare : «La France prendrait part à une opération de neutralisation des avions de chasse de Kadhafi sous deux formes possibles : soit le brouillage des systèmes de communication soit le bombardement de la base aérienne de Syrte».

Cette initiative ne s'explique pas uniquement par la volonté de redorer l'image de la politique étrangère de la France taxée d'amateurisme et prise de cours face aux événements en Tunisie et en Égypte mais plutôt par des enjeux économiques et stratégiques et aussi parce que Sarkozy, comme tout président, veut sa guerre. Sachant que Kadhafi est fini politiquement et qu'il finira par partir, la France veut s'assurer une place de choix vis-à-vis du nouveau pouvoir pour préserver ses intérêts pétroliers et industriels. Surtout que le CNT a garanti que les accords signés avec ses partenaires en Occident seront respectés et ceux-ci pèsent lourd, très lourd sur l'économie française.

## LE PRIX DES ARMES

C'est l'ancien ministre de la Défense, Hervé Morin qui le confirme : «Avec 8,16 milliards d'euros de prise de commandes en 2009, chiffre supérieur de 22% à celui de l'année précédente et jamais atteint depuis l'année 2000, nous poursuivons le net redressement de nos exportations d'armement et la France marque son retour parmi les exportateurs mondiaux.»

En 2007, la Libye a signé un contrat d'une valeur de 100 millions de dollars pour la remise en état de 12 mirages F1, celle-ci a été réalisée en 2009. Depuis 2005, date de la fin de l'embargo sur la Libye, la France a vendu pour 210 millions d'euros de matériel militaire. Ensembles, l'Italie, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique ont vendu pour un total de 800 millions d'euros d'armement.

En 2007, pendant la visite de Kadhafi à Paris, Sarkozy a évoqué des contrats portant sur des dizaines de milliards d'euros, notamment dans le domaine nucléaire avec l'installation d'un réacteur nucléaire pour la désalinisation de l'eau de mer ; des missiles antichars Milan, un réseau de communication sécurisé Tetra pour un total de 30,5 millions d'euros ; d'autres contrats en cours de discussion portent sur plus de 2 milliards d'euros concernant des avions de chasse, des hélicoptères, des radars, des chars, des missiles et autres gadgets de ce genre. Les exportations ont donc été interrompues dans l'urgence, suite aux événements.

On peut juste rappeler que la France ne fournit pas que la Libye, mais aussi le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Bahreïn, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, etc.

Un dictateur n'est pas une plante sauvage ou une catastrophe naturelle, il ne tombe pas du ciel tout puissant. S'il y a des petits dictateurs en Afrique, c'est qu'il y en a de plus grand ailleurs qui les entretiennent, les nourrissent et leur fournissent armes, argent, médias, légitimité, etc. Kadhafi ne peut pas se maintenir au pouvoir durant 42 ans sans les armes fabriquées ici et ailleurs, il ne peut pas exister sans système de communications, sans l'argent du pétrole, sans le monde extérieur. Et si les Européens décident aujourd'hui de se débarrasser de lui, c'est pour contrôler la région, et freiner les révoltes qui éclatent un peu partout.

La Ligue Arabe a fait appel au conseil de sécurité de l'ONU pour instaurer une No Fly Zone (zone d'exclusion aérienne) ce qu'ils auraient très bien pu faire eux-mêmes, vu les tonnes d'armes dont ils disposent. Certes, Kadhafi est gênant pour la majorité des pays arabes, mais apparemment la révolution l'est encore plus. Cette décision de déléguer le sale boulot à l'ONU joue sur deux tableaux, soit en comptant sur le veto de la Chine et de la Russie pour la bloquer, soit en décréditant la révolution en cas d'intervention étrangère.

Le conseil de coopération du Golfe demande l'intervention du conseil de sécurité de l'Onu et l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne en Libye pour